

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 21 NOVEMBRE 1978 - N°794

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

EUROPE: LA CAMPAGNE EST ENGAGÉE

Polémiques
autour des pouvoirs
du Parlement Européen

**SONACOTRA :
10 000
CONTRE LA REPRESSION**

**FRANÇAIS-IMMIGRES,
UNE SEULE
CLASSE OUVRIÈRE !**



10 000 personnes manifestaient samedi à Paris contre la répression frappant les résidents des foyers de travailleurs immigrés. Pour la première fois, l'Union Régionale de Paris de la CFTD appelait ses adhérents à manifester aux côtés des résidents en lutte. D'une manière générale, on observait la présence d'une plus forte proportion de travailleurs français que par le passé. C'est sans doute là une des principales caractéristiques de cette manifestation.

Lire en page 5

L'élection du Parlement européen au suffrage universel suscite une foule de déclarations contradictoires. Après les prises de position de Schmidt en faveur d'une extension des pouvoirs du nouveau Parlement, les tendances de la droite s'affrontent sur la conception de la construction européenne. Le RPR proteste virulemment, par la bouche de Debré et de Chirac, contre les prétentions du chancelier ouest-allemand et exige de Giscard qu'il réclame des garanties supplémentaires auprès des partenaires européens de la France.

Du côté de l'Élysée, et de l'UDF, on se défend mollement. Le communiqué de l'Élysée était pour le moins ambigu, tentant d'apaiser les craintes du RPR, tout en refusant de demander des garanties supplémentaires. Et que penser des déclarations de Barre et de Lecanuet, qui ne voient pas de progression possible de la supra-nationalité «pour l'instant», ce qui laisse dans le flou ce qu'il pourra en être dans l'avenir.

Le RPR s'inquiète, l'UDF tente de calmer les esprits, le PCF proteste, le PS restant pour sa part réservé. L'affaire du Parlement européen est devenue une affaire de politique intérieure française, qui va animer les disputes des partis bourgeois pendant des mois.

Lire en page 3

Egypte-Israël : négociations bloquées

Un an après la visite de Sadate dans Jérusalem occupée, les négociations de Washington visant à appliquer les accords israélo-égyptiens de Camp David sont toujours au point mort. Cependant, à l'occasion de cet anniversaire, la Résistance Palestinienne a intensifié ses actions armées et sa propagande en Palestine occupée.

Lire en page 8

Espagne : les franquistes relèvent la tête

A trois semaines du référendum sur la constitution, les franquistes-fascistes tentent de relever la tête : 150 000 d'entre eux ont manifesté dimanche à Madrid, alors que plusieurs officiers supérieurs sont en prison pour avoir ourdi un complot. L'Espagne change, mais l'armée, la police, les administrateurs restent encore truffés des hommes mis en place par Franco.

Lire en page 7

Radio Verte Fessenheim poursuit l'expérience

Après un an d'existence, les animateurs de Radio Verte Fessenheim tirent le bilan de leur pratique.

Ils sont décidés à continuer d'émettre car, disent-ils, un an n'est pas une période d'essai suffisante.

Lire en page 2

PCF : les écrivains officiels contre la censure de la direction

A Marseille, la fête du journal du PCF avait été l'occasion pour la direction d'interdire le livre de Jean et Nina Kehayan «La rue du prolétaire rouge», très critique sur l'URSS. Deux auteurs du livre «L'URSS et nous» se sont désolidarisés de cette mesure. Le débat sur l'URSS a suscité de vives contradictions, y compris dans les rangs du PCF.

Lire en page 3

**Le Quotidien du Peuple
gravement menacé
25 millions
pour
votre quotidien !**

Somme réunie à ce jour : 18,4 millions

Lire en page 4

● Lancée voilà plus d'un an par une équipe restreinte de militants anti-nucléaires alsaciens pour populariser la lutte contre la centrale de Fessenheim, Radio Verte Fessenheim s'est bientôt fixée des objectifs plus larges.

Au mois de juin, nous avons rencontré un animateur de R.V.F. qui nous avait parlé de son expérience, des buts que doit se fixer une radio libre, de l'attitude à adopter face à la répression.

Depuis, l'équipe de R.V.F. a tiré le bilan d'un an d'expérience. Un bilan qui, selon R.V.F., est «loin d'être positif». Mais cette appréciation qui exprime surtout le refus de toute auto-satisfaction, ne doit pas dissimuler les aspects intéressants du travail réalisé. D'ailleurs, l'équipe de R.V.F. jugeant qu'un an n'est pas un délai suffisant pour prendre la décision — grave — d'arrêter, a choisi de poursuivre l'expérience.

Nous avons demandé au même animateur de R.V.F. quelles sont les conclusions du bilan et les perspectives pour 1979.

— R.V.F. : La réunion de bilan avait pour but d'examiner si nous avions rempli nos objectifs et de décider si on allait continuer l'expérience. En fait, cette deuxième question n'a pas été posée. D'emblée, la discussion s'est faite dans un esprit constructif : comment atteindre nos objectifs ? Avons-nous pris tous les moyens pour le faire ? Quels moyens avons-nous pour juger notre expérience ?

Nous avons rapidement conclu qu'un an ne suffit vraiment pas pour se rendre compte de l'impact de R.V.F., dans la mesure où c'est vraiment le minimum pour que notre existence soit connue des gens.

— Combien d'auditeurs à R.V.F. ?

— R.V.F. : Nous aussi, on s'est posé la question. La réponse est simple : on ne sait rien. D'ailleurs, pourra-t-on jamais le savoir ?

Le courrier, qui est en diminution sensible par rapport aux débuts, peut-il servir de critère ? Il ne semble pas. Par recoupements autour de nous, on sait tout de même qu'on a une audience que le courrier ne reflète pas. Des petits faits sont significatifs : vendredi, soir dans une vallée vosgienne, des flics, des gendarmes, et la douane volante font des barrages. Objet du contrôle : les cassettes, les radios. Il est 19 h 30. L'émission de R.V.F. doit commencer à 19 h 45. C'est clair : ils veulent nous avoir. L'équipe de diffusion arrive tout de même à passer, en dissimulant le matériel. Mais l'émission se fait à 21 heures, une heure et demi plus tard que prévu. Pourtant, — des témoignages recueillis le lendemain dans les villages l'ont prouvé —, les gens avaient attendu, sachant très bien que les barrages étaient pour nous ; ils voulaient savoir si on avait pu passer.

— R.V.F. diffuse sur le pays de Bade, en Allemagne, et aussi dans le Nord de la Suisse. Quels sont les résultats du travail dans ces deux régions ?

— R.V.F. : C'est un des côtés les plus négatifs de notre bilan. En Suisse et en Allemagne, nous n'avons pas réussi à «accrocher». Nous pensons que ces deux régions constituaient, avec l'Alsace, une certaine unité à la fois géographique et dans les problèmes rencontrés, malgré la frontière. Mais à l'évidence, la frontière est bien là. Il faut être bien implanté pour développer l'audience, mais l'implantation n'est pas facile. Les gens se méfient du côté illégal de R.V.F. Il faut savoir qu'en Allemagne, quiconque a simplement eu l'idée de faire une radio libre, peut écopier de cinq ans de prison ! Un autre obstacle, c'est la langue : les émissions de R.V.F. sont en partie en dialecte alsacien, en partie en français. Nous allons essayer de faire une émission uniquement en badois.

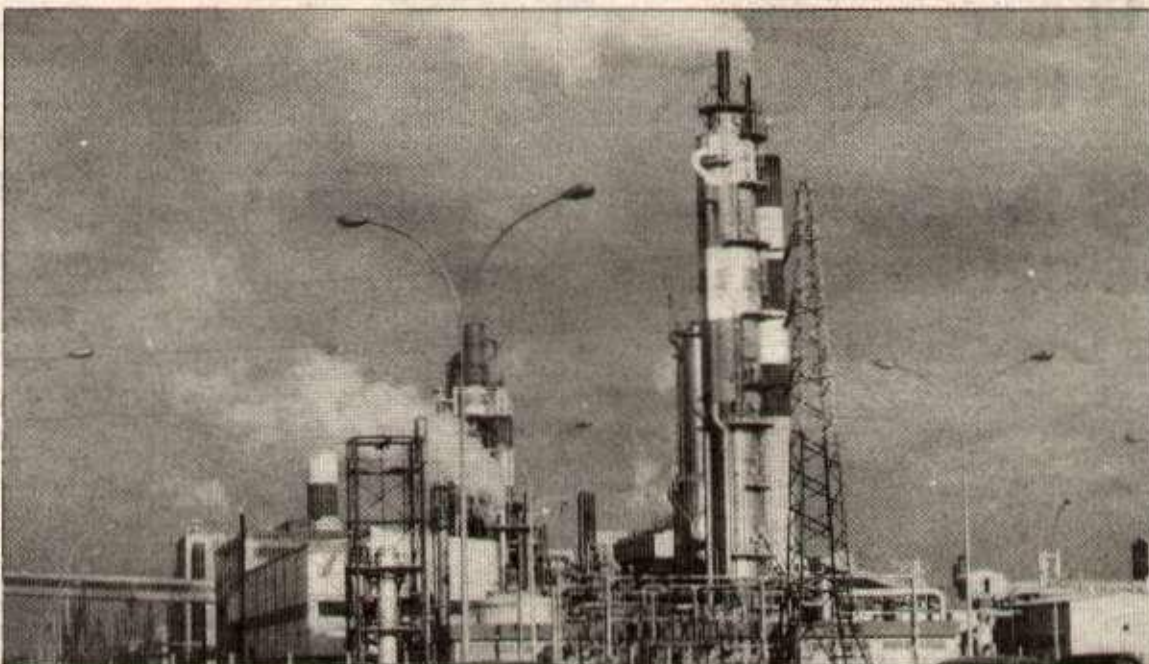
En Alsace, aujourd'hui, on peut dire que pratiquement deux personnes sur trois savent que R.V.F. existe. Quant au taux d'écoute, on a pu vérifier qu'il est intéressant quand l'émission concerne un public déterminé, qui peut avoir un lien, disons affectif, avec l'information diffusée.

La conclusion pratique, c'est qu'il faut multiplier le nombre des émissions concernant un public déterminé. Ce qui implique aussi l'augmentation des enregistrements publics. Les gens qui ont

POUR LA PREMIERE FOIS, LE BROUILLAGE DE TDF REMIS EN QUESTION PAR LA POPULATION

Le brouillage de TDF est d'une intensité variable selon les vallées où diffuse R.V.F. Tout récemment, un vendredi soir, alors que l'émission de R.V.F. était consacrée à leur lutte et qu'ils avaient participé activement à sa réalisation, les ouvriers de la filature de Sélestat ont décidé de faire quelque chose pour que cesse le brouillage. Une installation de TDF se trouvant à Sélestat même, il n'a pas fallu longtemps pour qu'un groupe d'ouvriers se trouve à l'entrée de TDF. Il est certain qu'à une époque le brouilleur était installé à Sélestat. Est-ce encore le cas aujourd'hui ? Il est bien difficile de l'affirmer. Toujours est-il que le chef de centre de TDF n'était pas très à l'aise quand il a dû affronter la colère des ouvriers. Avant de promettre qu'il «transmettrait» leurs protestations, aux échelons supérieurs, il a pris la «précaution» d'appeler les flics.

C'est en tout cas, à notre connaissance, la première fois que la lutte contre le brouillage est directement prise en moins par la population.



Une usine chimique en Alsace au bord du Rhin. Radio Verte Fessenheim consacrera une émission spéciale au problème de la pollution par les PCB (Polychlorures de biphényle), le mercredi 22 novembre de 19 heures à 20 heures. Cette émission — la 70^e émission de RVF — sera diffusée sur les régions de St Louis, Huningue et Bâle, particulièrement concernées par ce danger.

participé à l'émission font beaucoup de publicité autour d'eux. Cette façon de faire connaître R.V.F. est très importante, d'autant plus que la presse ne passe pratiquement aucun de nos communiqués. C'est une sorte de boycott des radios libres qui a été décidé cet été par les patrons de la presse régionale. Et puis, de toute façon, on ne tient pas à s'en remettre à cette presse pour se faire connaître !

— Est-ce que vous avez pu assurer une régularité d'écoute satisfaisante ?

— Oui, et c'est un point positif du bilan. Car, sans cette régularité, il ne faut pas compter gagner une audience. Pourtant, les obstacles

Radio Verte Fessenheim : bilan et perspectives

Entretien avec un animateur de RVF

«NOUS AVONS DECIDE DE POURSUIVRE L'EXPERIENCE»

n'ont pas manqué, qu'il s'agisse de problèmes techniques, climatiques — on diffuse dans les montagnes — ou enfin de répression policière. On n'a pas subi moins de douze interventions policières en un an, dont six pour la même équipe ! Il y a eu en particulier une grosse mobilisation policière le 15 septembre, premier jour de rediffusion de R.V.F. après les vacances. Mais ça a été pour les flics un échec complet !

En plus de la régularité, on a développé les émissions. On est passé de 12 minutes à une heure et demi, puis maintenant à deux émissions différentes d'une heure, le vendredi soir et le dimanche matin.

— Avant les vacances, l'équipe de réalisation comprenait une quarantaine de personnes. Où en est-on maintenant ?

R.V.F. : L'équipe de réalisation, c'est-à-dire ceux qui font les émissions, plus les diffuseurs et les techniciens, est constituée, actuellement, d'une centaine de personnes. Depuis les vacances, des antennes locales ont pris le travail complètement en main. Là aussi, on retrouve le délai d'un an, nécessaire pour une réelle implantation : il a fallu ce laps de temps pour que dans une des vallées où nous diffusons, ce soient les gens du coin qui prennent l'émission en charge.

Le fait d'être plus nombreux nous permet désormais de diffuser

en même temps de contribuer à démystifier la radio, qui n'est après tout qu'un moyen.

L'inconvénient de cette structure très décentralisée, c'est que le travail de coordination prend énormément de temps. Mais elle nous a permis d'échapper à la répression et surtout de donner aux gens la possibilité de prendre en main le travail d'information. Certaines antennes locales se sont intégrées à l'équipe de réalisation. Les autres ne se sont pas mobilisées en permanence, mais dès qu'il se passe quelque chose dans leur coin, elles interviennent.

— Qui sont les personnes qui participent à R.V.F. ?

R.V.F. : Nous n'avons pas de statistiques précises. Mais disons que la base du réseau est faite d'anciens militants écologistes. Généralement, ce sont des gens qui sont syndiqués. La composition sociale est très variable d'un endroit à l'autre. Un cas extrême, c'est une antenne locale qui compte 70 % d'ouvriers chômeurs. Dans les villes, il y a souvent des intellectuels. A la campagne, on trouve un apport important du MRJC, le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne, qui compte des apprentis, des ouvriers du monde rural. Enfin, il faut remarquer que, sur l'ensemble, les instituteurs sont très nombreux. Au total, on peut estimer à 20-25 % les gens du milieu ouvrier, et autant du milieu rural.

Propos recueillis

par Claude ANCHER

Nous nous étions fixés trois objectifs : information, communication, intervention. Avec comme principe de base : la prise en charge de leur vie par les gens, la volonté d'avoir un pouvoir de décision à tous les niveaux.

Nous avons fait des progrès sur le plan de la communication qui, à notre avis, est très importante. On ne peut pas faire une radio avec seulement de l'information. La vie des gens comprend plusieurs dimensions dont nous essayons de rendre compte dans notre émission du dimanche matin. Cette émission est entièrement prise en charge par deux équipes nouvelles à R.V.F. Elles ont d'ailleurs des conceptions assez différentes. L'antenne de Strasbourg s'intéresse surtout au thème «Vivre autrement». C'est ainsi qu'elle a fait une émission sur l'habitat, une autre sur le dialecte alsacien. L'antenne de Thann et St-Amarin veut faire quelque chose d'agréable, avec de la musique, des reportages distrayants. Récemment, c'était un reportage sur un luthier, avec de la musique populaire d'il y a vingt ans. En somme, une radio qui plaise, où beaucoup d'auditeurs puissent se retrouver.

Pour l'instant, il s'agit encore d'expériences.

Pour l'information, il y a un point négatif : nos rapports avec les associations. Jusqu'ici, elles nous ont pratiquement ignorés, nous ne sommes pas encore reconnus par elles. Il semble toutefois que ce soit en train de changer. Des associations écologistes ont décidé de réfléchir sur les problèmes de l'information et nous ont invités à y participer. D'autre part, nous commençons à avoir des contacts avec la CFDT.

Un autre aspect négatif que nous avons pu constater dans des discussions avec des auditeurs : ils connaissent R.V.F., l'apprécient, mais ne disent rien sur le contenu même des émissions. La seule réaction qu'on ait eu sur le contenu, c'est une lettre d'un gars qui nous reprochait de ne pas avoir appelé à voter pour la gauche aux législatives. On avait exprimé notre position, alors à l'émission suivante, on s'est contenté de lire sa lettre et de demander aux auditeurs de conclure eux-mêmes. Mais le débat en est resté là.

L'an passé, nous sommes intervenus sur une dizaine de boîtes en lutte, avec souvent des enregistrements publics. A chaque fois, nous avons donné la parole aux travailleurs pour qu'ils puissent parler de leur lutte. Mais aussi, nous avons cherché à élargir les sujets de discussion. Par exemple, à la filature de Sélestat, sur une heure d'émission enregistrée en public, nous avons passé 20 minutes sur un autre thème : les injections de saumure. Et nous avons discuté ensuite de ce problème avec les ouvriers de la filature qui y ont pris un grand intérêt.

Pour l'année qui vient, il est certain que notre intervention dans les boîtes va devenir un axe de plus en plus important. Car les deux grands problèmes de l'Alsace aujourd'hui sont à la fois la défense du patrimoine régional, l'environnement, la culture, et la défense de l'emploi. Récemment, un ouvrier de la filature de Sélestat, qui vient d'être fermée, est venu nous montrer une lettre : la lettre de licenciement de sa femme, dont la boîte ferme à son tour !

— Quelle appréciation R.V.F. porte-t-elle sur la réalisation de ses objectifs ? Quelles sont les perspectives en ce début de deuxième année de l'expérience ?

R.V.F. : Le point positif, c'est cette évolution du nucléaire à l'ouverture sur tous les problèmes.

LA CAMPAGNE EUROPEENNE DEJA ENGAGÉE

● L'étendue des pouvoirs du Parlement européen a suscité ces derniers jours une multitude de déclarations contradictoires en France et en Allemagne. L'affrontement électoral de juin 1979 est déjà bien engagé.

Le point de départ de la polémique sur l'Europe a été la déclaration de Schmidt la semaine dernière : « Je ne crois pas que le Parlement élu se contentera des droits relativement restreints dont il dispose à l'heure actuelle ».

L'Élysée répondait par un communiqué rappelant que les pouvoirs du Parlement européen ne peuvent être étendus que par une modification des traités.

Ce qui ne répondait pas à la question de savoir si l'on envisageait, de ce côté, une modification des traités. Jeudi, Debré disait les hauts cris, déclarant que les déclarations de Schmidt lui donnaient raison, et appelant à la vigilance face aux partenaires de la France qui « ont choisi des voies différentes de la nôtre ». Le même jour, Poniatowski ajoutait à l'ambiguïté de la position élyséenne, en affirmant d'une part, qu'il n'était pas question de modifier les traités « à l'heure actuelle », mais ajoutant : « Prendre des engagements ad vitam aeternam n'a pas de sens ». Ce qui laisse bien des portes ouvertes.

Dans le même sens, vendredi, Fourcade, au nom des clubs giscardiens « Perspectives et réalités », se déclarait favorable à l'extension des pouvoirs du Parlement européen, puis précisait le lendemain que ce n'était pas pour l'immédiat. On s'est cru obligé à Matignon, de préciser que Fourcade n'exprimait que son avis personnel. Peut-être, mais n'est-il pas courant en politique bourgeoise de laisser des sous-fifres dire tout haut ce que l'on pense tout bas ?

Toujours est-il que Barre dimanche, prenant la paro-

le devant les clubs de Fourcade, devait réaffirmer qu'une extension des pouvoirs du Parlement de se concevait que par une modification des traités, qui ne pouvait s'effectuer qu'avec l'accord des gouvernements, et des parlements des états membres, et même par un référendum, s'il devait en résulter une modification de la constitution. Une déclaration qui, comme celle de Poniatowski, manque de clarté, affirmant d'un côté qu'il n'y a pas lieu de modifier les traités et de l'autre précisant les modalités de cette modification.

Pendant ce temps, Chirac prenait position contre les déclarations de Schmidt. IL y a quelques temps, Barre déclarait que les élections européennes ne devaient pas apparaître comme une compétition de politique intérieure. C'est pourtant largement fait.

François NOLET



Dimanche aux « Clubs Perspective et Réalité », avis « personnels » et avis « autorisés » sur le Parlement européen.

Lecanuet, chef de l'équipe de France ?

Dimanche soir, Lecanuet était interrogé au club de la presse. L'essentiel des questions tournait autour du Parlement européen. Lecanuet s'est évertué à rester dans le flou sur ses positions quant à une éventuelle extension des pouvoirs de ce parlement. Sachons que pour lui, « la supra-nationalité ce n'est pas raisonnable » (mais que veut dire ce terme ?) ; une modification des traités ne doit pas être envisagée « pour l'immédiat » ; et qu'il convient pour l'instant d'exploiter toutes les possibilités du traité de Rome. Il s'est déclaré favorable à ce qu'on renonce au principe des décisions à l'unanimité, mais seulement sur les questions secondaires.

S'agissant de la constitution d'une liste unique de la majorité, évoquée par Barre, il s'est montré plutôt favorable à une liste large, sur la base de l'idée de « bien organiser l'Europe », une liste qui s'appellerait « la grande équipe de France » qui rassemble « des hommes qui appartiennent à la tradition gaulliste ou à la tradition de la gauche libérale ». Si ce projet n'aboutissait pas, l'UDF présenterait sa propre liste.

Interrogé sur l'inculpation de la journaliste qui avait interviewé Mesrine, il s'est déclaré, après des déclarations de principe sur la liberté de la presse, favorable à ce que « la presse française perfectionne ses règles internes et évite de se placer dans des situations qui peuvent provoquer les difficultés soulevées » à l'occasion d'une telle affaire.

MANIFESTATION DU PCF A PROPOS DES FEMMES

● Samedi après-midi, le PCF organisait des manifestations dans une vingtaine de villes sur les problèmes des femmes.

L'objectif de telles manifestations doit être rapporté à plusieurs considérations : il s'agit, pour la direction du PCF, de tenter de mobiliser ses troupes, dont la capacité combative s'est fortement émoussée depuis l'échec de la gauche aux élections : c'était déjà le sens de la série de meetings organisés ces dernières semaines.

Il s'agit aussi, à l'approche du 23^e Congrès de ce parti, de tenter de faire face aux critiques venues des militants eux-mêmes. Ainsi, un certain nombre d'intellectuels jugeait qu'on minimisait leur rôle dans le Parti : la direction organisée, les 9 et 10 décembre, une « rencontre » entre le B.P. et 400 intellectuels du PCF. Parmi les contradictions qui animent le PCF depuis les élections, des militants avaient posé le problème de l'attitude de leur parti face aux nouveaux terrains de lutte, en particulier celui des revendications spécifiques des femmes. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer les manifestations de samedi.

A Paris, un cortège de quelques milliers de personnes, en majorité féminine, a défilé dans les beaux quartiers, à la même heure que la manifestation des travailleurs immigrés contre la répression. Marchais, Fiterman et une brochette d'élus se montraient en tête. Les organisateurs avaient voulu donner à la manifestation un aspect coloré, reprenant les for-

mes de certaines manifestations « gauchistes » : slogans peints sur des ballons, déguisement, musique, et le clou : une locomotive (sur pneus), transportant des enfants dans ses wagons, avec des slogans exigeant des crèches et des « sous pour nos gamins ». Les manifestants brocardaient Giscard, Barre et Pelletier, réclamaient l'égalité des femmes, des crèches, des primes de 500 F par enfant, et parfois l'ouverture d'un centre d'interruption de grossesse. Un mot d'ordre proclamait : « Le viol est un crime », assorti d'un inquiétant : « Exigeons des moyens pour la sécurité » et « des flics pour la sécurité, pas pour la répression ».

A l'intérieur du cortège, une cinquantaine de femmes manifestaient derrière une banderole : « Quand des femmes communistes entendent que le PCF est le Parti de la libération de la femme, elles voient rouge ». Le groupe, dans un tract, dénonçait le « retard qu'a pris et que continue à prendre notre Parti ». Elles appelaient à souscrire pour leur journal « Elles voient rouge », créé « devant la carence de l'information à l'intérieur du Parti ». A l'issue de la manifestation, regroupées sur le trottoir, elles interpellaient les manifestants avec des mots d'ordre tels que : « La lutte des femmes ne divise pas la classe ouvrière, l'unité des femmes en lutte », « non au parti-papa, non au patriarcat », « autonomie des femmes en lutte ». Les gros bras virils du service d'ordre essaieront un moment de les tenir à l'écart mais finiront par y renoncer.

Fête de la Marseillaise

● Samedi et dimanche, la fédération des Bouches-du-Rhône du PCF organisait les « trente heures pour la Marseillaise », son journal régional. Fête patronnée, comme traditionnellement, par Radio Monte-Carlo, entre autres sociétés.

La plupart des stands ne présentait pas de propositions politiques, mais seulement une buvette ou un mini-restaurant. Seuls quelques stands, notamment ceux de la construction et de la réparation navale, s'ornaient d'affiches manuscrites. Mais manifestement, la mobilisation n'avait pas été très forte.

La fédération des Bouches-du-Rhône du PCF est connue pour être une pépinière de contestataires : la lettre ouverte d'intellectuels du PCF contestant la ligne Marchais est partie d'Aix-en-Provence. Cette fête se plaçait sur le thème du « complot contre la Marseillaise », dont quatre journalistes ont été li-

cenciés (l'un d'eux, Alex Panzani, est passé au Provençal, de Defferre). Les responsables de la fédération avaient dû de surcroît encaisser le coup de leurs militants Jean et Nina Kehayan qui, à l'émission *Apostrophes*, avaient dit que « L'URSS, ce n'est pas le socialisme ». L'interdiction de leur livre *La rue du prolétaire rouge* à la fête avait eu pour effet de drainer une nombreuse assistance au débat sur « L'URSS et nous ».

Devant plus d'un millier de personnes, deux co-auteurs du livre, Claude Frioux et Léon Robel, ont condamné le contenu du livre de Nina et Jean Kehayan, tout en se désolidarisant de la mesure d'in-

L'URSS CONTESTÉE

terdiction prise contre ce livre. Des applaudissements prolongés ont soutenu cette dernière prise de position. Interpellé, un membre du secrétariat fédéral a péniblement tenté d'expliquer l'attachement du PCF à la liberté d'expression et de création. L'incident semblant réglé, les deux auteurs se lançaient déjà dans une présentation du livre écrit avec l'accord de la direction. Le débat devait rapidement devenir animé : un premier intervenant déclarait : « Je suis militant du PCF, et je voudrais exprimer mon désarroi, car l'analyse que nous faisons de l'URSS détermine pour moi ce que nous faisons, le socialisme que nous voulons construire en France ». Et à propos du livre des Kehayan : « Pour quoi partir en guerre contre ces camarades ? » Un autre militant ajoutait :

« Pour moi, le socialisme est générateur de bonheur et de liberté ; j'ai lu le livre L'URSS et nous, et je vous dis, franchement, camarades, que moi, ce socialisme-là, je n'en veux pas ! »

A propos de la condamnation des Kehayan, ce même militant s'écriait : « Comment peut-on condamner leur livre sans l'avoir lu ? Autrement dit, en France, nous sommes en URSS ! Voilà la situation ! » Et il conclut : « Je déballe ce que j'ai sur le cœur depuis longtemps ; mais ce soir, j'en ai marre ! »

Dans le cours du débat, les auteurs du livre auront laissé échapper que « le phénomène des dissidents est révélateur de l'absence de débat démocratique sur les idées », que les problèmes existant en URSS sont « dus à la confusion

du Parti et de l'État » ou encore que « l'arrivisme et la recherche de privilèges ont prospéré dans le Parti de l'Union soviétique ». Malgré tout cela, pas question pour les auteurs de remettre en cause le caractère socialiste de l'URSS.

Une intervention sur la politique extérieure de l'URSS, en particulier ses agressions en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Érythrée, amènera les auteurs à reconnaître que « cet aspect-là est encore insuffisamment étudié dans L'URSS et nous ». Ce qui n'empêche pas Frioux d'affirmer que « la lutte de l'Union soviétique va fondamentalement vers la recherche de la paix ». Autant de réponses contradictoires qui n'ont guère été en mesure de convaincre l'assistance.

Correspondant

A droite, 10 abstentions dans le vote du budget 79

Fabre est le seul député siégeant parmi les non inscrits à ne pas avoir voté le budget de loi de finances pour 1979. Par ailleurs, dix députés de la majorité se sont abstenus ; pour le RPR : Bord (Bas Rhin), Durr (Bas Rhin), Grussenmeyer (Bas Rhin), Gissing (Haut Rhin), Haby (Haut Rhin), Weisenhorn (Haut Rhin), Gorse (Haut de Seine), Sallé (Loiret). Pour l'UDF : Pelletier (Calvados) et Zeller (Bas Rhin) apparentés. Par ailleurs, Debré et Goulet, autre député RPR mais cette fois de l'Orne, n'ont pas pris part au vote.

LUTTES OUVRIERES

● Belfort : contre la fermeture d'une tuilerie, manifestation et rassemblement

Samedi 18 novembre, on manifestait dans un petit village pour protester contre la fermeture d'une usine : la tuilerie STURM à Froide-Fontaine, dans la campagne belfortaine. STURM veut fermer la boîte, parce que, selon lui, elle a du mal à écouler sa production dans le territoire de Belfort. Samedi, à l'appel du Comité de défense de l'emploi de Belfort, qui rassemble plusieurs organisations, environ 200 personnes défilaient dans le village. La manifestation allait jusqu'à l'usine, où les ouvriers y avaient préparé des stands. Tout le monde visitait la tuilerie. Le personnel politique de Belfort s'était déplacé pour l'occasion : les deux députés PS, Forni et Chevènement, étaient venus serrer quelques mains...

Mais c'est le délégué CFDT qui fournissait les explications les plus claires : «A l'ouverture, le PDG était plein de bonnes grâces, mais bientôt, il augmentait les cadences, nous faisait travailler 50 ou 52 heures par semaine. Les travailleurs immigrés (40 % du personnel) sont logés dans des taudis, tout juste bon pour les cochons. En février 1975, se crée une section syndicale CFDT, la direction n'accepte pas si facilement et brusquement, la tuilerie, une affaire qui allait si bien pour Froidefontaine, devient une entreprise déficitaire... Et on arrive au 10 juillet 1978, où STURM annonce son intention de fermer l'usine de Froidefontaine. Les élus du CE et la CFDT constituent alors un dossier sérieux, pour démontrer que l'usine est viable, et que la direction est incohérente. Nous refusons tout licenciement ainsi que la fermeture. Nous, les travailleurs de chez Sturm, nous ne nous laisserons pas faire. Pour nous, la lutte continuera jusqu'au bout !»

Correspondance

● Usinor-Dunkerque : débrayages

Depuis plusieurs jours, des débrayages et des grèves-surprise affectaient plusieurs services de l'usine : les services SEM (l'entretien), Mataggio, les hauts-fourneaux, et l'aciérie 2. Les revendications de la SEM portent sur le projet de la direction de mettre en place un système de 2x8, ce qui entraînerait des pertes de salaires pouvant aller jusqu'à 800 F par mois. Les mouvements de débrayages étaient massivement suivis dans les secteurs où ils se produisaient : c'est ainsi que le mouvement à l'aciérie 2 a contraint la direction à arrêter les hauts-fourneaux 2 et 3.

La direction menace d'appliquer le lock-out. Les syndicats appelaient à un meeting de l'ensemble de l'usine ce lundi à 13 heures, pour envisager l'extension du mouvement aux ouvriers de la production, sur la base de leurs revendications propres, notamment la 5^e équipe.

Après les brutalités policières de mercredi dernier

RIPOSTE MASSIVE DES TRAVAILLEURS DE CAEN

● Vendredi soir, la manifestation de protestation contre les brutalités policières de mercredi matin, a connu un grand succès.

Dans le cadre de la journée d'action pour l'emploi du 15 novembre, les syndicats de Caen avaient organisé une journée «Caen ville paralysée», pour symboliser la gravité que prend le chômage dans la ville et plus largement dans tout le Calvados.

Vendredi soir, dès avant l'heure prévue pour le rassemblement place du 36^e, les trottoirs sont noirs de monde. A 17 h 30, on ne peut plus circuler sur la place à cause de la densité de la foule. Les banderoles sont dépliées, la sono mise en place. Les premières prises de parole déboulent : alors que des cortèges continuent d'arriver. Au nom de l'UIS-CFDT, Gilbert Poulhas fait une intervention vivement applaudie, dans laquelle il condamne vigoureusement l'attitude du préfet et la sauvagerie policière.

Un peu après six heures, le cortège partait en direction de l'Avenue du 6 juin, pour aller jusqu'au théâtre — lieu de dissolution — en passant par le centre-ville. Combien étaient-ils ? 6 000 au moins ; certains n'hésaient pas à avancer des

chiffres supérieurs. En tout cas, c'est assurément une riposte de masse des travailleurs cannaïis, une de ces colères massives comme on en a déjà vu dans cette ville. Les ouvriers de la Saviem étaient particulièrement représentés dans la manifestation, ils étaient bien 500 ; mais aussi ceux de Moulinex, de la SMN... de nombreux jeunes s'étaient joints aux cortèges. Les mots d'ordre, particulièrement offensifs, émaignaient de la colère provoquée par la répression.

Des incidents assez sérieux se sont produits au moment de la dissolution. Plusieurs centaines de jeunes se sont dirigés vers la préfecture après avoir forcé le service d'ordre syndical. Après un bref affrontement, tous les manifestants se sont dispersés, il

L'opération consistait en l'occupation de quelques heures des quatre ponts qui enjambent l'Orne.

Au moment où les flics venaient prendre place sur le pont Vandœuvre, les flics chargeaient avec une très grande sauvagerie, tirant à tir tendu et utilisant des grenades offensives. Deux manifestants étaient gravement blessés. L'un des deux, militant CFDT à l'entreprise Masselin, a perdu un œil.

Les résidents qu'une centaine d'«autonomes» qui se sont livrés à des destructions inutiles. Ces incidents témoignent de la très grande combativité des travailleurs normands et aussi, du rejet de certaines méthodes dans lesquelles ils ne se reconnaissent pas. En effet, alors que plus d'un millier de manifestants étaient prêts à faire payer aux flics leurs brulés de l'avant-veille, ils sont partis lorsqu'on commença les cassages de vitrines et autres pillages. Nous d'ailleurs que les sinistres uniformes noirs, si rapides le mercredi précédent, sont la plupart du temps restés sagement dans leurs cars.

Cette riposte de masse des travailleurs de Caen s'inscrit dans une incontestable montée de la combativité ouvrière. De plus en

plus de travailleurs de la Saviem, par exemple, participent aux diverses actions syndicales, même s'ils ont souvent des critiques, parfois vives, à faire aux directions syndicales. L'action de mercredi, même si elle ne pouvait donner des résultats immédiats avait été ressentie comme positive par de nombreux ouvriers dans cette région gravement touchée par le chômage. La manifestation de vendredi, par son ampleur, par sa combativité, est une étape importante dans la mobilisation des travailleurs bas-normands pour les luttes qui ne manqueront pas d'éclater bientôt, quand interviendront les centaines de licenciements à la Saviem ou à la SMN.

Gérard PRIVAT

CHIMIE : CHOMAGE, DEQUALIFICATION ET REMISE EN CAUSE DES CONVENTIONS COLLECTIVES

● A quelques jours de son congrès, qui doit se tenir à Guidel (Lorient) du 22 au 25 novembre et sur lequel nous reviendrons, la fédération CFDT-Chimie vient de tenir à Paris une conférence de presse. Les représentants de la fédération cédétiste y ont largement parlé de la situation de l'emploi et des conditions de travail, aujourd'hui, dans ce secteur.

Contrairement à beaucoup de secteurs industriels (réparation navale, sidérurgie, textile...), la chimie n'a pas connu de spectaculaires restructurations ces dernières années. Cela ne veut pas dire pour autant que les travailleurs de ce secteur n'ont pas été confrontés au problème du

chômage ; et dans les années, sinon les mois qui viennent, nombre de trusts chimiques, à l'instar du patronat en général, entendent procéder à d'importantes «réorganisations».

Déjà, de sérieuses menaces sur l'emploi sont à craindre : à CDF-Chimie et

chez Shell Chimie (le premier à Dunkerque, l'autre à Berre), qui ont investi dans la fabrication d'éthylène (matière première dérivée du pétrole), servant à la fabrication de matières plastiques. Ce secteur connaît actuellement une surproduction importante. Ainsi, CDF Chimie se retrouve à Dunkerque avec un vapocraker «inutilisable» et entend faire retomber ses difficultés sur les travailleurs. Dans l'industrie du verre mécanique, la situation de l'emploi n'est guère brillante : de nombreux emplois ont été peu à peu supprimés par l'introduction récente, dans cette industrie, de la technique du «float glass».

Ce procédé qui permet une fabrication en continu de la glace, supprime une série d'opérations. Chaque float glass (deux en France : Saint-Gobain ; 5 ou 6 en Europe) ne nécessite que 100 à 150 travailleurs. Des travailleurs sont licenciés ou mutés à des postes moins qualifiés.

Toujours dans le secteur du verre, on assiste à des opérations de «décentralisation» ou «d'éclatement» tous azimuts. Ainsi, Saint-Gobain Pont à Mousson fait actuellement éclater ses deux sociétés en 6, par secteur de production. L'objectif : se donner les moyens de mieux voir les secteurs qui marchent, ceux qui sont moins rentables et faire à terme un tri dans les domaines aussi divers que la

glace, les isolants, la gobletterie. Dans un second temps, de nouvelles restructurations seraient opérées.

Parallèlement à la dégradation de leur emploi, les travailleurs du secteur chimique ont à faire face depuis quelques temps à une offensive du patronat, contre leurs avantages acquis en matière salariale, des conditions de travail, et des avantages contenus dans les conventions collectives, quand ces dernières ne sont purement et simplement ignorées.

Ainsi, dans la chimie, de plus en plus souvent, le patronat passe par dessus les organisations syndicales pour décider unilatéralement des conditions de salaire sans accepter de discussions.

D'autre part, les avantages acquis contenus dans les conventions collectives concernent de moins en moins de travailleurs ; dans certains secteurs, le patronat, par divers artifices, exclut un nombre important de travailleurs des avantages de ces conventions, en créant autant de nouvelles sociétés à statuts particuliers, que de secteurs de travail : personnel d'entretien, etc. Autre moyen : embaucher des travailleurs intérimaires (30 à 40 % dans le pétrole), faire appel à des sociétés de services extérieurs, etc.

R.F.

Le Quotidien du Peuple gravement menacé

Isles sur Sorgne

A.G. 500
Une mère de famille 15
Un jeune couple : «Pour soutenir votre lutte» 30

Narbonne

..... 1 623
Un camarade 500

Marseille

Collecté 375
Un jeune 50
G.R. 200
Soutien 150
L.A. 125
Vente 100
Un couple 500
Pour le Quotidien 300
M.J. 200

Grenoble

Collecté 855
Des sympathisants 680
Des sympathisants 190
Quartier Teissere 150
Des ouvriers de Merlin Gérin 30
Des ouvrières de la Sescossem 180
Des sympathisants 520
La Villeneuve
F.J. 100
A.R. 200
Paris 20^e
Un ambulant du PLM 100
Total 7 673

Ancien total 176 872
NOUVEAU TOTAL 184 545

Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse F.

Nom :

Adresse :

Etablir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F

Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

Autour des foyers Sonacotra De Barbès à Ménilmontant

10 000 manifestants

**«Français-Immigrés
une seule classe ouvrière !»**

Métro La Chapelle, 14 heures. De tous côtés, on afflue au point de rassemblement, pour la manifestation appelée par le Comité de coordination des foyers Sonacotra. Les trottoirs, les escaliers du métro sont bondés. Des dizaines et des dizaines de banderoles blanches, rouges, vertes, commencent à se dérouler. Les mots d'ordre succèdent aux prises de parole.

Ils sont venus de tous les foyers de la région parisienne, plus nombreux encore que d'habitude : Torcy, Noisiel, Bagnolet, Saint Denis... Des foyers Sonacotra bien sûr, mais aussi AFTAM, AFRP... Un immense démenti aux belles paroles de Stoléro, à la veille de sa «semaine de dialogue avec les travailleurs immigrés», payée avec l'argent des immigrés, sur les fonds du FAS ! Eux qui connaissent depuis des années la répression dans les foyers, sont venus par milliers dire ce qu'ils pensaient de cette fameuse semaine. Eux qui, à Massy, Vitry, ou Saint Denis, ont subi les descentes de flics pour les expulser ou pour de prétendues «vérifications d'identité» ! Eux qui, dans l'Est de la France, comme à Woippy, ont été matraqués par les CRS quand ils manifestaient... Ils sont venus affirmer que, malgré la répression, la lutte continuerait. Par cars entiers, les résidents de Thionville, Nancy, Reims, Lille sont venus à Paris manifester avec le Comité de coordination.

Pendant plus de trois heures, en rangs compacts, sous la vague des banderoles, les manifestants expliqueront leur lutte à chaque carrefour, en français, en arabe. Dès le départ, tout un groupe de postiers du centre de tri voisin avait rejoint la manifestation. Sans cesse, le cortège s'est grossi de dizaines de gens massés sur les trottoirs. Derrière les banderoles des foyers en lutte, beaucoup plus de travailleurs français que d'habitude : postiers des CTA de Créteil ou de Bobigny, syndicalistes de Montreuil ou de St Denis, au coude-à-coude avec les résidents. Pour la première fois, les syndicalistes CFDT de Renault étaient là avec leur banderole : «Travailleurs français, immigrés, même patron, même combat, mêmes droits». De même, l'UD-CFDT du Val de Marne, le syndicat des hôtels-cafés, restaurants de la région parisienne. Le mot d'ordre «Français, immigrés, une seule classe ouvrière», largement repris, commençait enfin à prendre corps, scandé d'un bout à l'autre de la manifestation. Dans ce sens, l'appel de l'URP-CFDT, résultat

d'une longue lutte des syndiqués, pour le soutien aux résidents, a permis à davantage de travailleurs français de se joindre à la manifestation.

Pour la première fois aussi, un cortège nombreux, très combatif, des étudiants de Tolbiac et d'autres facultés, qui avaient décidé d'apporter leur soutien aux résidents contre la répression, et contre les mesures de Bonnet pour limiter le nombre d'étudiants étrangers.

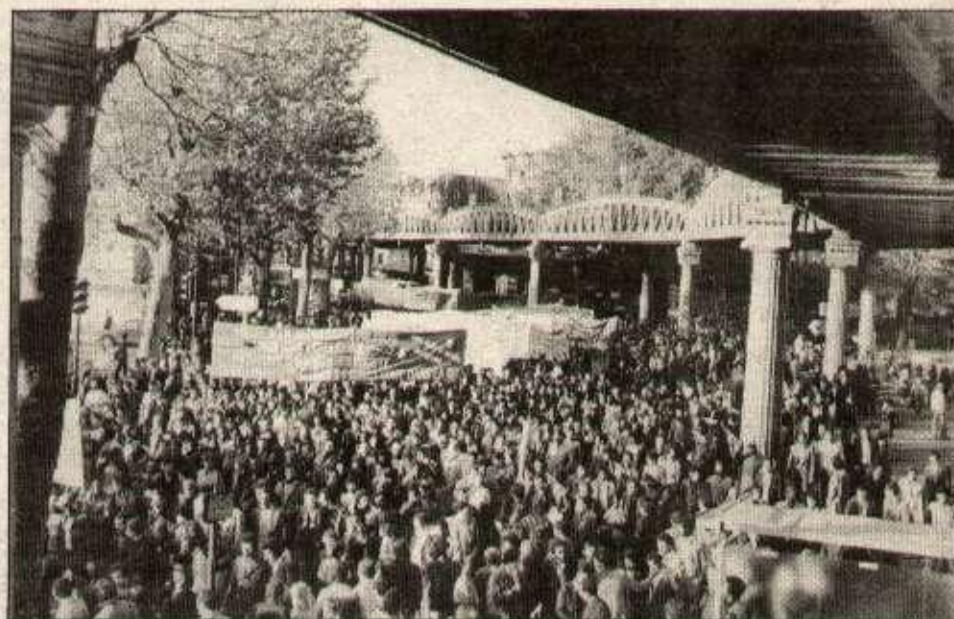
La banderole du Comité de lutte contre la circulaire Bonnet affirmait : «Travailleurs, étudiants, français, immigrés, solidarité».

A 17 heures passées, la manifestation arrivait à Ménilmontant. Une dernière prise de parole saluait la mobilisation de cette journée, appelait à la poursuivre, à développer l'unité des travailleurs autour de la lutte des foyers. Pour tous, cette journée restera marquée par l'importance du cortège, la détermination des résidents, et la participation, à leurs côtés, de nombreux travailleurs français. «Sonacotra cédera !»

Monique CHÉRAN

L'absence du PCF

Une fois de plus, la manifestation passait devant le building du PCF, place du Colonel-Fabien. Comme les autres fois, le PCF était encore absent ; c'est sans doute en ignorant les milliers de résidents, de travailleurs réunis autour de cette lutte, qu'il compte inaugurer «sa» semaine d'action en faveur des travailleurs immigrés !



▽ Pour la première fois, des syndicalistes de Renault étaient présents avec une banderole.



▽ Pour la première fois aussi, un cortège nombreux et combatif d'étudiants.



Pour quelques petits papiers de plus...

● Cette semaine, Stoléro l'a proclamé, est celle des immigrés : il ne manque pas un soir sans nous le répéter à la télévision. Samedi après-midi, des milliers de travailleurs lui répliquaient à Paris en dénonçant ses mesures raciales. Dans le cortège, un

Je sais par habitude qu'il faut pointer très tôt le matin. Pour les travailleurs et étudiants immigrés, le renouvellement de la carte de séjour ou de travail, c'est toujours l'attente. Je m'étonne qu'il n'y ait pas une queue interminable au Commissariat à la Cité. Je demande des renseignements. On me dirige à un des cinq nouveaux centres dits «d'accueil» pour les étrangers. Encore le métro, encore du temps perdu. Je me trouve à la Porte de la Villette. Il y a une petite queue, quand même interminable, des gens qui attendent sous la pluie devant une seule porte d'une baraque temporaire, du style de celles qu'on

trouve sur les chantiers.

Les gens, pour la plupart des travailleurs immigrés qui habitent dans le 18^e, 19^e, et 20^e arrondissement, attendent patiemment sous la flotte. Se plaindre ? Pas question. Pour avoir la carte, on fait tout ce qu'il faut. Un flic à l'abri surveille la foule. De temps en temps il fait un petit tour pour regarder les immigrés bien mouillés. «Pourquoi permet-on les gens comme ça en France» doit-il penser.

Après une heure et demie, je me trouve à l'intérieur où j'ai quelques minutes pour me secouer avant qu'on m'appelle. Après on a relevé les indications sur ma carte qui expire

groupe d'étudiants étrangers dénonçait la circulaire Bonnet, qui restreint gravement leur liberté d'étudier en France. De plus en plus, le miel de la propagande officielle cache mal le fiel des vexations quotidiennes.

dans deux jours ; on me dit que je vais être convoqué à un jour fixe. «Quel jour préférez-vous ?» Ils sont gentils quand même. J'ai le choix du jour, matin ou après-midi. Comme tous les autres, je pars avec ma vieille carte, pas de preuve que je suis venu en chercher une autre. Quelqu'un demande, «Qu'est-ce qui se passe s'il y a un contrôle ?» Pas de réponse.

Quelques jours plus tard, en effet, je subis un contrôle dans le métro, station Hôtel de Ville. Il y a une famille, peut-être espagnole ou portugaise, qui est contrôlée en même temps. Heureusement j'ai aussi un passeport. Pour eux : «Mais vos

car es ne sont plus valables».

«oui, mais on attend notre convocation». Le flic, agité : «Mais il faut aller, il faut aller». Et ainsi de suite.

Après deux semaines, je retourne à la Cité, à la date de ma convocation. En tant qu'étudiant, j'ai tout le nécessaire, la carte de séjour pour l'année, mon passeport, ma carte d'étudiant, une attestation d'inscription, bien signée par le secrétaire général de l'université, des preuves de ressources (si on n'est pas boursier, il faut avoir jusqu'à 8 000 francs à la banque, preuve qu'on peut vivre pour l'année scolaire). Mais cette année il

faut aussi avoir une attestation des unités de valeurs complètes ou d'assiduité. On ne veut pas les étudiants qui n'ont pas étudiés à plein temps. Je présente cette dernière. Après un contrôle des papiers dans une pièce de derrière, par des personnes anonymes, on me dit que ce n'est pas suffisant parce qu'il faut que le responsable de l'université le signe personnellement. «Ca veut dire qu'il lui faut signer pour chaque étudiant étranger ?» «Voilà, c'est comme ça que ça se passe main'enant.»

On me donne un papier qui me permet de rester en France encore quelques semaines en attendant que le président de l'université signe mon papier. Je sors de la Cité, ma deuxième matinée perdue chez les flics.

● Pierrefite (Seine Saint Denis) : une nouvelle radio libre

Vendredi dernier, Radio-Azimut naissait officiellement, se propageant sur les ondes vers 20 heures. Plusieurs radios libres de la région parisienne s'étaient déplacées pour parrainer sa naissance. Pour la première, musique variée et discussion, avec différents animateurs des radios libres présentes, sur les conceptions de la radio libre, la répression qu'exerce toujours le pouvoir à leur encontre. Un des éducateurs de la municipalité PCF de Saint Denis, en grève expliquait brièvement leur lutte, tandis qu'un appel à soutenir la manifestation contre la répression, organisée par le Comité de coordination des foyers en lutte concluait cette première émission.

Radio-Azimut :
de 20 heures à 22 heures. FM 93 Mhz

Stages Super 8

Audiopradif organise un stage super 8 sur deux week-end consécutifs, les 25 et 26 novembre, prises de vues et de sons et les 2 et 3 décembre, montage et sonorisation.

● Pour tous renseignements : écrivez à :
Audiopradif, 14 rue de Nanteuil 75 015 Paris ou téléphonez au : 531 43 38.

CHIRAC CENSURE LES TOMBES

Madame Curie, dont le mari a été assassiné le 4 mai dernier à Paris, voulait apposer une plaque sur la tombe d'Henri Curie, enterré au cimetière du Père Lachaise. Le marbrier tardant à effectuer le travail, Madame Curie s'est renseignée. Elle a ainsi appris que l'administration interdisait la pose de cette plaque. Ainsi, le maire de Paris est (aussi) maître de ce qui peut être écrit ou pas sur les tombes parisiennes...

BOUMEDIENNE MALADE

Selon l'AFP, la télévision algérienne aurait confirmé le week-end dernier que le Président Boumediène est malade. C'est pour cette raison qu'il serait resté deux mois en URSS. Il serait encore sous contrôle médical étroit.

RENCONTRE JEAN PAUL II - MONSEIGNEUR LEFÈVRE

Le Pape Jean Paul II devait rencontrer Monseigneur Lefèvre, dissident intégriste, en secret, samedi. Un journal italien avait éventé la nouvelle, elle a été confirmée par le Vatican. Les deux hommes ont convenu de se rencontrer à nouveau.

● Vendredi, l'assemblée générale de Radio Monte Carlo a nommé directeur général Michel Bassi, qui a été conseiller auprès de la présidence de la République. La giscardisation de l'information est avancée.

L'OEAC RECONNAÎT DES ATROCITÉS AU NICARAGUA

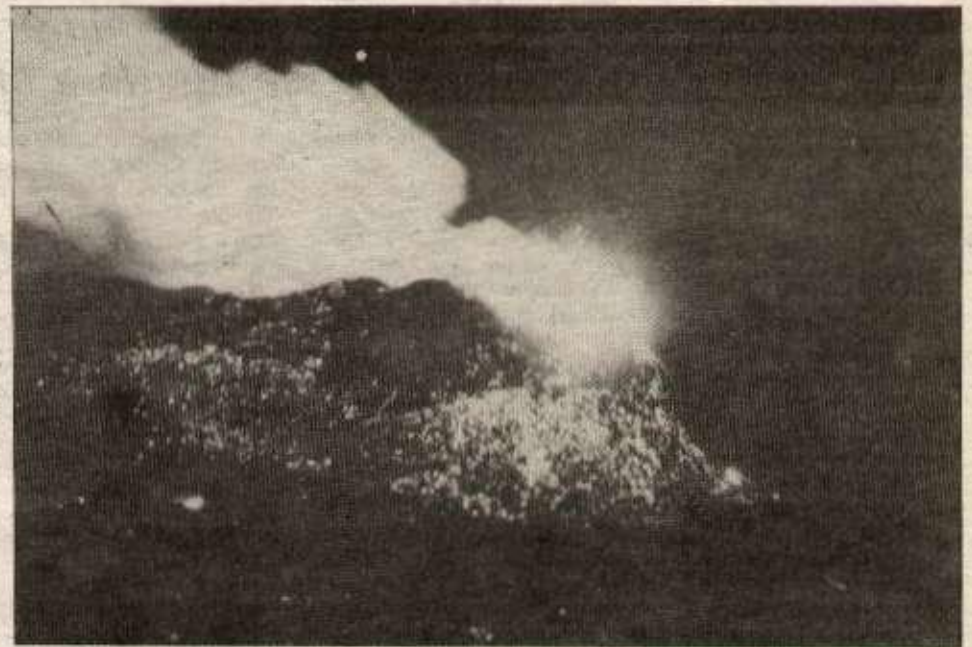
La commission des droits de l'Homme de l'Organisation des Etats américains a reconnu que l'armée du Nicaragua avait commis des atrocités, telles que des « bombardements aveugles », ainsi qu'un grand nombre d'« exécutions sommaires, y compris d'enfants », l'emploi généralisé de la torture et une « répression généralisée contre les jeunes de sexe masculin entre 14 et 21 ans ».

Eruption volcanique à Djibouti

UN METRE DE PLUS ENTRE L'AFRIQUE ET L'ARABIE

● La semaine dernière, dans la région de Djibouti, avait lieu une éruption volcanique. Celle-ci a pris un caractère exceptionnel et les nombreux scientifiques présents sur place ont pu observer la matérialisation de la dérive des continents et de la formation de la croûte terrestre. L'Afrique s'est ainsi éloignée de plus d'un mètre de l'Arabie.

Dès le lundi 6 novembre, des tremblements de terre secouent la région de Djibouti, puis avait lieu l'éruption d'un volcan près de la rive sud du lac d'Assal. Les scientifiques avaient réalisé l'importance de ces diverses manifestations géologiques. En effet, elles se sont produites dans une région qui ressemble à une portion de fond d'océan, océans qui sont les lieux habituels de telles manifestations, et qui, de ce fait, ne permettent pas leur observation systématique. En une semaine, les plaques tectoniques, larges de plusieurs milliers de kilomètres, que sont l'Afrique et l'Arabie, se sont éloignées d'un mètre, sinon plus. Or, la distance qui les séparait jusqu'à présent (300 à 400 kilomètres) s'est faite au rythme d'1 à 2 mètres en un siècle. En fait, comme le rappelait Haroun Tazief, il ne s'agit pas d'une dérive continue, mais de « sauts soudains et brutaux », qui fracturent l'écorce terrestre, sous l'effet de facteurs divergents. Ces fractures laissent passer le magma en fusion, poussé par les gaz. C'est ainsi qu'est né le volcan du lac d'Assal, dont l'activité



n'aura duré qu'une semaine, au cours de laquelle quelque 16 millions de mètres cubes de lave, à 110°, sont remontés à la surface, participant à l'extension des plateaux basaltiques de la région. Cette montée de lave a ainsi rendu définitif l'éloignement de deux plaques tectoniques de l'Arabie et de l'Afrique.

C'est ainsi la première fois que les scientifiques

ont pu observer « de visu » le phénomène de la dérive des continents, et de la fabrication de la croûte terrestre, puisqu'habituellement, ces deux manifestations se passent dans les grands fonds des océans. Une observation qui devrait aboutir à une nouvelle collecte de renseignements.

Haroun Tazief s'est saisi de l'occasion pour rappeler une nouvelle fois des ris-

ques que la population de Djibouti encourt avec les tremblements de terre, à l'inverse de ceux causés par les éruptions volcaniques, mais aussi pour exiger le respect des normes de sécurité parasismiques pour les nouvelles constructions, notamment celles des régions de Tokyo, Djibouti, mais aussi celles de Provence-Côte d'Azur, celles des vallées du Rhône et du Rhin.

«PARIS VIII A VINCENNES, L'IUT A SAINT DENIS»

L'autoroute du Nord bloquée contre le démantèlement - déménagement de Vincennes à Saint Denis

● A Vincennes, les initiatives se multiplient contre le démantèlement et le transfert à Saint Denis. Le début des cours a été riche d'événements :

- semaine de grève des enseignants contre le décret qui menace les assistants ;
- la reprise de la lutte des étudiants étrangers contre la circulaire Bonnet ;
- les interventions policières de la semaine

Le 9 novembre, dans le cadre de la manif parisienne contre le décret « anti-assistants » du ministère, le cortège spécifique à Vincennes a surpris par son ampleur, son dynamisme et sa bonne préparation ; en particulier notons que très largement les étudiants reprenaient le mot d'ordre lancé un mois plus tôt par le personnel ATOS (adm. techn. et de service) : « Paris 8 à Vincennes, l'IUT à Saint Denis ». Et en réplique à « Alice » qui accuse Vincennes de délivrer des diplômes « même à un cheval », on voyait de nombreux étudiants masqués... en chevaux !

A VINCENNES COMME AILLEURS FACS OUVERTES AUX TRAVAILLEURS !

Défendre les acquis positifs de Vincennes, dont l'ouverture aux travailleurs, c'est ce qui explique aussi

l'opiniâtreté des manifestants vendredi dernier (17 nov). Partie de la mairie de Saint-Denis, la manif rassemble entre 2 et 3 000 personnes qui traversent la ville jusqu'à l'IUT en scandant : « Vincennes à Vincennes, non au démantèlement ! Non aux licenciements ! », « Vincennes vivra, l'IUT aussi ! ». La cour de l'IUT est farcie de vigiles en impers gris, de nombreuses vitres et cloisons sont cassées, deux bulldozers sont garés à quelques centaines de mètres et les haies sont piétinées par endroits, traces des bagarres des étudiants de Villemaeuse lundi et mardi derniers.

Le cortège interpelle les vigiles : « Flics, fascistes, hors des facts ! » comme la veille à Tolbiac où certains sont allés apporter leur soutien.

Pendant qu'on hésite

encore entre l'occupation difficile de l'IUT et le projet lancé la veille à Vincennes par le Conseil PC/PS local (1) d'occuper l'autoroute, un autre membre du PCF, Josephovitch, le Président de Villemaeuse appelle, lui, à la dispersion... Il y aura peu de gens pour le suivre et tout le monde par vers l'autoroute. Là, à l'entrée de la bretelle d'accès, c'est la CGT Villemaeuse qui, à son tour appelle à la dispersion. Nouvel échec : spontanément, les 3/4 des manifestants montent sur l'autoroute, qui s'asseyant, qui défilant tranquillement, assez amuses de faire un défilé sur un parcours aussi insolite.

Le plus significatif, c'est un développement important de la mobilisation étudiante à Vincennes, un peu oubliée ces deux dernières années. Outre les propositions de cours sauvages à la gare Montparnasse et autres, les deux dernières manifestations des 9 et 17 novembre ont été marquantes.

encore entre l'occupation difficile de l'IUT et le projet lancé la veille à Vincennes par le Conseil PC/PS local (1) d'occuper l'autoroute, un autre membre du PCF, Josephovitch, le Président de Villemaeuse appelle, lui, à la dispersion... Il y aura peu de gens pour le suivre et tout le monde par vers l'autoroute. Là, à l'entrée de la bretelle d'accès, c'est la CGT Villemaeuse qui, à son tour appelle à la dispersion. Nouvel échec : spontanément, les 3/4 des manifestants montent sur l'autoroute, qui s'asseyant, qui défilant tranquillement, assez amuses de faire un défilé sur un parcours aussi insolite.

Un cégétiste de Vincennes se promet d'engueuler Josephovitch et la CGT de Villemaeuse qui « n'ont pas respecté leurs engagements ». A un ou deux kilomètres, on aperçoit une compagnie de CRS en ligne

qui semble vouloir nous rejoindre, bloquée par le super-embouteillage que la manifestation a provoqué.

Une étudiante de l'UNEF s'excite, accuse de provocation ceux qui « ont entraîné sur l'autoroute » expliquant laborieusement que dénoncer la répression policière comme à Tolbiac, c'est se détourner de l'objectif : le refus d'aller à Saint Denis !!!

QUELQUES QUESTIONS ?

On se disperse, non sans remarquer ces discordances parmi ceux qui prétendent chapeauter la lutte contre le démantèlement de Vincennes.

Si le PCF refuse réellement l'implantation à Saint Denis, quel démantèlement nous prépare-t-il en répétant qu'il y a des solutions bien meilleures, par exemple à Montreuil, Bobigny, etc. ? Depuis un mois,

la revendication « Vincennes à Vincennes » a été avancée par le personnel, jugée comme la meilleure solution par 64 % des votants lors d'une consultation organisée début octobre par le Conseil lui-même — qui s'est permis de la traiter comme « peu significative » dans son compte-rendu des résultats —. Cette revendication est reprise de plus en plus largement par les étudiants eux-mêmes parce que c'est la seule garantie d'empêcher le démantèlement.

Que dit le PCF de cette revendication : « Elle mène au pourrissement... ». « Les gens ne lutteront pas ».

Les faits le démentent aujourd'hui, et quelle absurdité que de juger la mobilisation possible contre Saint-Denis et impossible pour rester à Vincennes !

Pour que cette nouvelle mobilisation progresse positivement, le débat approfondi est indispensable à la direction de la lutte par les intéressés eux-mêmes.

Corr. Vincennes

Mig 23 à Cuba, menaces de Brejnev

PRESSIONS ACCRUES DE L'URSS SUR CARTER

Le département d'État américain a confirmé la semaine dernière que Carter avait décidé à nouveau de faire survoler Cuba par des avions-espions SR 71. Il s'agit, selon le gouvernement américain, de déterminer si les MIG-23 fournis par l'URSS à Cuba peuvent être pourvus de missiles nucléaires. Les vols de surveillance de Cuba avaient été interrompus par Carter en janvier 1977, au début de son mandat. Ils étaient d'ailleurs remplacés par des observations par satellite. Selon la presse américaine, l'administration Carter veut aujourd'hui éviter de dramatiser la livraison des MIG-23 pour ne pas remettre en cause les négociations SALT ; mais elle pourrait demander à l'URSS une confirmation de l'accord de 1962 sur la dénucléarisation de Cuba.

Vendredi, Brejnev a décidé de recevoir la délégation de sénateurs américains qu'il avait fait attendre la veille pour marquer sa mauvaise humeur au sujet du survol de Cuba. La délégation américaine avait pu auparavant discuter de la question des MIG-23 avec Kossyguine. Celui-ci avait vivement rejeté les protestations américaines en déclarant que ces appareils n'avaient qu'un usage défensif et que cette question n'avait rien à voir avec les négociations SALT.

Au cours de sa rencontre avec les sénateurs américains, Brejnev a renouvelé les pressions américaines pour obtenir une signature rapide des SALT sur des



Brejnev recevant une délégation de sénateurs américains après les avoir fait attendre 24 heures pour protester contre le survol de Cuba par des avions espions américains.

bases favorables à l'URSS. Selon Brejnev, il y a « 5 % de désaccords bloqués aux États-Unis par ceux qui ne veulent pas la paix ». Il a violemment attaqué « les déclarations stupides faites à propos d'un renforcement de la menace soviétique ». Au sujet de la bombe à neutrons, il a rappelé que l'URSS ne la produisait pas, mais qu'elle en maîtrisait la technologie.

Brejnev s'est déclaré prêt à rencontrer Carter, « n'importe où, n'importe quand » mais en mettant la signature du traité SALT comme préalable à cette rencontre.

De son côté, dans une conférence de presse, Carter a fait des déclarations

très optimistes, faisant notamment état d'un « allègement de la tension soviéto-américaine ces dernières semaines ». Selon Carter, les relations URSS-USA auraient passé par un creux de vague, au moment de l'affaire Chtcharanski, au début de l'été dernier, et elles auraient depuis connu une amélioration constante. Carter s'est déclaré prêt à rencontrer Brejnev pour discuter les derniers points du traité SALT. Mais comme il l'avait déjà déclaré, il souhaite une « discussion large » pouvant inclure de nombreux problèmes autres que la limitation des armements stratégiques. Les États-Unis veulent inclure les négociations

SALT dans un « marchandage global » où, en échange de concessions sur les SALT, ils pourraient demander à Brejnev un engagement de modération en Afrique ou en Asie. Au contraire, Brejnev, en maintenant ses pressions, veut obtenir une signature rapide des SALT et fait de cette signature un préalable à une rencontre avec Carter.

Ainsi, l'optimisme affiché par Carter semble de moins en moins justifié, d'autant plus que la « détente » est de plus en plus contestée aux USA et que le président américain a déjà pris des mesures pour ne pas prendre du retard dans la course aux armements.

● Ouganda-Tanzanie : l'URSS arme Amin Dada

Alors qu'Amin Dada prétend avoir complètement évacué la zone du Nord de la Tanzanie qu'il occupait ce qui n'est pas établi, le gouvernement tanzanien faisait état de la disparition de 10 000 personnes dans cette région.

La tentative d'invasion d'Amin Dada a été appuyée par des bombardements de Mig. En effet, depuis plusieurs années, le dictateur ougandais est armé et équipé par les Russes. Si Brejnev a tout de même marqué quelques distances par rapport à celui-ci, il n'en a pas moins maintenu en Ouganda ses conseillers militaires et il a continué à lui envoyer des pièces détachées.

Dans le communiqué que nous avons publié, le gouvernement du Mozambique dénonçait une tentative de déstabilisation de la Tanzanie, pays qui soutient fermement la lutte contre les régimes racistes d'Afrique Australe. Peut-on dire pour autant que l'impérialisme US est derrière Amin Dada, alors que l'administration Carter l'a nettement condamné ? En laissant agir Amin Dada, l'URSS pêche en eau trouble, et peut espérer renforcer son influence en affaiblissant la Tanzanie, pays de la ligne de Front.

● Conférence de l'UNESCO : discussion autour du projet du Tiers Monde

L'un des points les plus importants de la 20^e conférence générale de l'UNESCO qui se tient actuellement à Paris est la question du « nouvel ordre mondial » de l'information. Une résolution, proposée par le Tiers Monde et les non-alignés dénonce le monopole des quatre agences occidentales (Reuter, A.P., U.P.I., A.F.P.) et demande le financement par l'UNESCO de pools d'information du Tiers Monde. Les Occidentaux se sont d'abord opposés à ce projet, sous prétexte qu'une aide aux agences nationales des pays du Tiers Monde favoriseraient une information « étatique ». Face à la détermination des pays du Tiers Monde qui situaient ce problème dans le cadre du dialogue Nord-Sud, les délégations occidentales semblent s'orienter vers un compromis. De leur côté, les Soviétiques qui n'ont pu profiter de ce débat pour faire avancer leurs thèses, se sont désintéressés des revendications du Tiers Monde et des non-alignés sur l'information.

Paris : Manifestation devant l'ambassade soviétique pour Nazarian



Samedi après-midi, à l'appel de Libération arménienne, une manifestation se regroupait Porte Dauphine pour demander la libération de Robert Nazarian, membre fondateur du Groupe arménien de surveillance des accords d'Helsinki, qui risque à l'issue de son procès, 2 ans de prison, 5 ans de camp et 5 ans d'exil. Regroupés derrière une banderole, ils manifestaient autour de l'ambassade soviétique aux

cris de « Liberté pour Nazarian », « Liberté pour les groupes Helsinki » et répandaient des tracts sur les pelouses de l'ambassade.

Le même après-midi, un autre groupe de manifestants se regroupait devant les locaux de l'agence soviétique « In-tourist » dans le quartier de l'Opéra, et inscrivait en lettres rouges sur le rideau de fer « Liberté pour Nazarian ».

Espagne : A l'approche du référendum du 6 décembre

LES FASCISTES RELEVENT LA TÊTE

Les manifestations fascistes se sont multipliées ces derniers jours en Espagne. Vendredi, à l'occasion des obsèques du juge Mateu, victime d'un attentat revendiqué par l'ETA, un millier de fascistes avait manifesté aux cris de « L'armée au pouvoir », « Gouvernement, démission ». Dimanche, à l'occasion du troisième anniversaire de la mort de Franco, ils organisaient une mobilisation nationale à Madrid, réunissant 150 000 personnes pour réclamer le retour au régime fasciste.

En même temps, on apprenait à la fin de la semaine dernière qu'un complot militaire fasciste avait été déjoué : trois officiers, parmi lesquels un colonel de la garde civile, avaient projeté d'enlever les membres du gouvernement pour obtenir une déclaration mettant fin au processus de démocratisa-

tion. Le complot a été révélé par des officiers que les fascistes avaient voulu associer à leur projet. La situation était considérée comme suffisamment stable pour que le roi Juan Carlos ne remette pas son voyage en Amérique Latine.

A l'approche du référendum constitutionnel du 6 décembre, les fascistes font campagne pour la restauration du fascisme, contre les libertés démocratiques.

Les attentats se succèdent, les mouvements d'insubordination dans l'armée et la police n'ont pas cessé ; enfin, les fascistes relèvent la tête et tentent de battre le rappel de leurs troupes aujourd'hui. Il n'est pas étonnant que les tenants du franquisme fassent le forcing à quelques jours de la consultation qui devrait institutionnaliser la démocratie bourgeoise en

Espagne.

Il semble cependant impossible que les fascistes puissent prendre le pouvoir, enrayer l'évolution démocratique de l'Espagne et revenir en arrière. Cependant, par l'atmosphère de peur qu'ils créent, par les pressions qu'ils exercent au sein même des partis gouvernementaux, ils peuvent encore largement peser sur la forme que prendra la démocratie bourgeoise après le 6 décembre. Ils peuvent imposer le vote d'une série de lois analogues à la « loi anti-terroriste », limitant les libertés démocratiques, particulièrement pour les travailleurs et les militants nationalistes. Ce n'est pas contre un retour du franquisme que les travailleurs d'Espagne doivent lutter mais contre la perspective d'une démocratie musclée, à l'image de celle d'Helmut Schmidt.

Un an après la visite de Sadate à Jérusalem

ACTIONS ARMEES EN PALESTINE OCCUPEE

Négociations Egypte-Israël au point mort

Il y avait un an ce dimanche, Sadate passait outre à tous les intérêts fondamentaux du peuple palestinien et de tous les peuples arabes, en se rendant à Jérusalem occupée pour y tenir un discours devant le parlement israélien. Cette tentative, désignée sous le nom «d'initiative Sadate» débouchait, voici quelques semaines, sur la signature des accords de Camp David. De divers côtés, on s'attendait que cette date anniversaire soit l'occasion d'un déblocage dans les négociations de Washington sur l'application de l'accord de Camp David. Il n'en a rien été.

Le 19 novembre 1977, en se rendant à Jérusalem, le Président égyptien s'engageait sur la voie d'une paix séparée avec Israël. En effet, son initiative était prise à l'écart de l'ensemble des pays arabes, et, en même temps qu'elle déniait les intérêts fondamentaux du peuple palestinien, elle allait à l'encontre des intérêts immédiats de plusieurs Etats arabes de la région. Lorsque, à Camp David, un accord était signé entre Begin et Sadate sous l'égide de Carter, c'était la même logique qui était encore en œuvre.

Aujourd'hui, c'est préci-

sément sur cet aspect de la politique suivie par Sadate depuis un an que les négociations de Washington entre le gouvernement égyptien et le gouvernement israélien sont en train de rencontrer de graves difficultés. En effet, toute la divergence porte sur le lien à établir entre un traité de paix israélo-égyptien, réglant les problèmes «bilatéraux» entre les deux parties, et le calendrier selon lequel une prétendue «autonomie» pourrait être accordée par Israël à la Cisjordanie et à Gaza. Certes, les conditions dans lesquelles ces dernières mesures sont envisagées par

Attentat à Jéricho ; explosion d'une bombe devant un bureau du service de renseignements israélien à Jaffa ; bombe désamorcée in extremis par la police à Jérusalem : pour le premier anniversaire de la visite de Sadate à Jérusalem occupée, la Résistance palestinienne a rappelé avec éclat qu'elle poursuit sa lutte armée contre l'occupant sioniste. Dans le même temps, des manifestations avaient lieu à Ramallah et en Galilée et de nombreux tracts ont été distribués en Cisjordanie occupée contre la politique de Sadate. Cependant, à Beyrouth, Arafat a déclaré : «Il ne peut y avoir de concessions, il ne peut y avoir de compromis, il ne peut y avoir d'autonomie, mais seulement une révolution incessante».

les accords de Camp David en font une supercherie. Mais n'est-il pas significatif que Sadate se trouve aujourd'hui placé dans une situation où il doit au moins maintenir l'apparence d'un «réglement général» auquel les autres pays arabes pourraient être ultérieurement associés ?

En fait, c'est essentiellement depuis la réunion des pays arabes à Bagdad, le 2 novembre dernier, que la négociation piétine à

Washington. Or, lors de cette conférence, la menace d'une rupture totale des relations avec l'Égypte avait été brandie au cas où celle-ci pousserait sa politique actuelle jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la signature d'un traité de paix séparé : c'est justement l'enjeu des discussions en cours. Dans quelle mesure la pression des autres pays arabes jouerait-elle un rôle ? C'est en tout cas une question que cette coïncidence permet de se poser.

Censure à l'AFP

LES JOURNALISTES PROTESTENT

Vendredi dernier, à 19 heures, les vœux de l'AFP (Agence France-Presse) se sont usés jusqu'à 0 h 30. A l'origine de cette grève, qui ne devait durer qu'un quart d'heure, le refus de l'intersyndicale d'accepter les contraintes de la direction de l'agence qui imposait le silence sur certaines déclarations de Serge Klarsfeld, concernant les affaires Bousquet et Leguay, les collabos qui ont participé à la déportation de Juifs. La direction refusant, de plus, de passer le communiqué que les journalistes en étaient diffusés pour expliquer leur geste, ceux-ci décidaient de poursuivre la grève jusqu'à 0 h 30, heure de la fin de leur service.

Ce n'est pas la première fois que les journalistes de l'AFP ont affaire à «l'objectivité» de la direction,

puisque de semblables affaires avaient eu lieu, notamment à propos des prisonniers français du Polisario, à propos desquels la direction avait refusé de passer le communiqué signalant qu'à leur retour, ils avaient été isolés par les autorités françaises (une grève avait également eu lieu) sans compter les nombreuses informations que la direction refuse de couvrir. Les journalistes de l'AFP doivent tenir une assemblée générale ce mercredi, pour envisager la riposte à apporter contre la normalisation de la censure à l'AFP, tenue par un giscardien, Bouzinaud, dont la candidature au poste de directeur, au printemps de cette année, avait été imposée par le gouvernement et que les patrons de presse avaient avalisée...

Strasbourg : une saine réaction face au racisme

Quelle ne fût la désagréable surprise des habitants, enfants du quartier populaire de Neuhof à Strasbourg lorsque, sur tous les murs proches de l'école, ils découvrirent des slogans du type «La France aux Français» signé P.F.N. Il faut savoir que le quartier compte beaucoup d'immigrés de diverses nationalités.

Quelques enseignants de l'école, choqués par cette campagne d'inscriptions racistes, commencèrent à en parler entre eux ; les points de vue étaient partagés au départ. Certains disaient : «On est en France, on a le droit de s'exprimer», mais à force de discussions, on se décida à effacer les slogans. Enseignants et élèves se mirent au travail munis de dissolvants de chiffons, de jour-

naux qu'ils collèrent par dessus les lettres les plus difficiles à effacer, supprimèrent aussi les slogans racistes inscrits sur les murs de l'école. Les parents ont prévenu les journalistes. Le M.R.A.P. a donné également un coup de main.

Les enseignants ont pris contact avec la municipalité et l'office H.L.M. pour qu'ils intentent une action contre le P.F.N. Le M.R.A.P. décidait lui aussi d'intervenir auprès des instances locales et nationales.

C'est une très bonne réaction qu'ont eu les enseignants de l'école du Neuhof. En combattant énergiquement le racisme avec l'appui des élèves et des parents et en popularisant leur action.

Correspondant

SCISSON CHEZ LES JEUNES DU MRG

A l'occasion du 4^e Congrès du mouvement des jeunes radicaux, une partie d'entre eux ont annoncé leur démission. Les démissionnaires entendent fonder un nouveau mouvement, «jeunesse radicale» affilié au mouvement de Fabre, la Fédération pour une Démocratie Radicale. Le porte parole des démissionnaires Piriac a expliqué sa démarche par : «La suffisance, insuffisance et le néo-stalinisme de la direction du mouvement de jeunesse du MRG».

PREMIER ADJOINT AU MAIRE DE CALAIS EXCLU DU PS

Gaston Bourgeois, Premier adjoint socialiste au maire PCF de Calais vient d'être exclu du PS. Il lui est reproché d'avoir soutenu le PCF qui exigeait que la ville de Calais détienne la majorité des sièges dans un syndicat intercommunal et transports en commun. Contrairement à ce que l'on pourrait penser Gaston Bourgeois n'appartient pas au CERES, il a milité pendant 25 ans à la SFIO. L'intéressé a fait appel.

Iran : Brejnev s'en mêle

Brejnev, dans une interview à la Pravda, a mis en garde les Etats-Unis contre une intervention directe en Iran, déclarant qu'une intervention étrangère dans les affaires de l'Iran, pays

limitrophe de l'Union soviétique, serait considérée comme portant atteinte à sa sécurité. L'URSS, qui entretient des relations de bon voisinage traditionnelles avec l'Iran, déclare ré-

solument qu'elle est contre toute ingérence étrangère, et particulièrement militaire, dans les affaires intérieures de l'Iran, par n'importe qui, sous n'importe quelle forme et quel que soit le prétexte. On peut douter de la volonté soviétique de ne pas se mêler des affaires intérieures iraniennes, ou au moins que des assurances américaines, selon lesquelles les Etats-Unis «n'ont pas l'intention de s'ingérer dans les affaires intérieures de tout autre pays, et que les informations tendant à prouver le contraire sont totalement sans fondement».

Cependant, le secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance a rappelé que les Etats-Unis «soutiennent fermement le Shah et ses efforts pour restaurer la paix intérieure en Iran».

● Les amis du Shah

Debré, Chaban, Guichard, Poniatowski, Jean d'Ormesson, Maurice Druon signent un manifeste en faveur d'un prisonnier politique iranien. Qu'est-ce qui peut bien réveiller ces grands humanistes que des milliers de tortures et d'assassinats du régime fasciste du Shah ont laissé indifférents pendant des années ? En fait, leur indignation est très sélective : il s'agit de l'ancien premier ministre Hoveyda, arrêté pour corruption et choisi par le Shah comme bouc émissaire. Ses amis français soulignent sa «droiture». Il est vrai qu'il fut l'intermédiaire de certains marchés passés avec la France !

D'autre part, l'ancien chef du protocole du Shah vient de faire des révélations sur les pots de vin que celui-ci a donné à des journalistes occidentaux pour chanter ses louanges. Il cite en particulier Arnaud de Borchgrave, de Newsweek plus connu pour ses SAS, et Gérard de Villiers, auteur d'une biographie du Shah

LA CANTINE DE RENAULT-FLINS EST EN GRÈVE

Depuis 15 jours. Les 300 grévistes protestent contre le projet de la Régie de confier la gestion du restaurant à Jacques Borel, ce qui, outre un désavantage gastronomique, leur fait craindre la perte des avantages acquis au titre de la Régie Renault.

● Fasciste libéré à Marseille

Manifestement pour tuer, un groupe de fascistes lançait le 13 novembre une grenade d'exercice dans un local du PCF à Marseille. Plusieurs suspects étaient arrêtés peu après. Sympathisants du Front National, les criminels (l'attentat avait fait trois blessés dont l'un grièvement) faisaient l'objet de perquisitions. Chez l'un d'entre eux, Jean-Claude Valez, 23 ans, la police devait découvrir un lot de cartouches, deux carabines 22 long rifle, une carabine de chasse 9 mm, un 7,65, deux baïonnettes allemandes, un PM... Prétextant que cet individu n'avait pas directement participé à l'attentat, la police l'a remis en liberté. Valez a seulement été inculpé de détention d'armes.

● Méfaits sanglants d'une secte

Dimanche, dans la jungle, en Guyane britannique, cinq personnes ont été tuées par les membres d'une secte religieuse. Un parlementaire américain, Léo Ryan, s'était rendu sur place pour effectuer une enquête sur les activités de cette secte. Le parlementaire a été assassiné, ainsi que quatre personnes qui l'accompagnaient ; six autres personnes de l'expédition ont été blessées, parmi lesquelles un diplomate américain en poste à Georgetown (capitale de la Guyane britannique).

Entre 300 et 400 membres de cette secte se sont suicidés, la doctrine de la secte préconisant le suicide lorsque la secte est en danger. Des troupes gouvernementales ont fait cette découverte en arrivant au camp de la secte.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevret
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942